

du gouverneur Cuomo, afin de lui faire part de nos craintes.

Manifestement, à propos de la déclaration de M. Erasmus, je dois me contenter de préciser qu'elle montre bien les craintes que certains Canadiens et les autorités concernées éprouvent au sujet de la situation.

Nous entendons jouer notre rôle pour parvenir à une solution pacifique. Nous nous attendons à ce que les Américains jouent également un rôle important, tant au niveau de l'État qu'au niveau national, afin de remédier à cette situation le plus rapidement et le plus pacifiquement possible.

* * *

L'ÉCONOMIE

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.

Le ministre du Travail aurait dit pendant la fin de semaine que les Canadiens sont vraiment dans une bien meilleure situation financière. Ils partent en vacances. Ils ont des voitures et les restaurants sont pleins les fins de semaine. Les faits nous révèlent une réalité bien différente.

Aujourd'hui, Statistique Canada rapporte que le produit intérieur brut baisse depuis deux mois consécutifs. Il y a eu davantage de faillites le mois dernier que pendant le pire mois de la récession de 1982.

Le ministre des Finances et le gouvernement vont-ils enfin prêter attention aux vrais indicateurs économiques, faire baisser les taux d'intérêt et renoncer à la TPS?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, j'ai expliqué très clairement la semaine dernière, je pense, dans mes réponses aux questions du Nouveau Parti démocratique, les raisons pour lesquelles nous appliquons ces mesures. Il est bien facile aux députés de l'opposition de faire ces remarques ici. De ce côté-ci de la Chambre, nous devons faire face aux problèmes et établir un programme qui y porte remède.

Si je peux attirer l'attention de ma collègue sur un article récent de Norman Webster selon lequel Allan Blakeney, l'ancien chef néo-démocrate de Saskatchewan, aurait dit: «J'ai écrit à Audrey McLaughlin pour lui demander comment elle a l'intention de régler la question du déficit, et elle ne m'a pas répondu».

Nous, nous devons répondre. C'est notre rôle en tant que gouvernement. Nous ne pouvons pas nous permettre

Questions orales

le luxe, comme la députée du Yukon, de ne pas nous occuper de ces problèmes. Nous n'allons pas fermer les yeux sur ces difficultés, nous allons les résoudre, comme nous l'avons fait ces dernières années. C'est ce qui explique la meilleure tenue de notre économie, l'une des meilleures dans le monde actuellement.

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Puisque le ministre des Finances ne se soucie guère de mon opinion, monsieur le Président, je lui communique celle de l'Association canadienne des chambres d'immeubles qui a déclaré qu'avant de ruiner définitivement le pays, le ministre devrait abaisser les taux d'intérêt.

Un économiste principal de la société Wood Gundy a déclaré que les taux d'intérêt allaient entraîner le Canada dans une grave récession.

L'Association des exportateurs canadiens a fait savoir que la politique monétaire actuelle, conçue en vue d'un objectif unique, était tout à fait excessive et menait les exportateurs canadiens à la faillite.

Encore une fois, le ministre pourrait-il nous dire quand le gouvernement réagira devant la réalité de plus en plus évidente que, loin de juguler l'inflation, sa politique des taux d'intérêt l'attise?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Si la députée prétend que notre politique des taux d'intérêt attise l'inflation, monsieur le Président, elle se méprend sur les efforts que déploie la Banque du Canada pour juguler l'inflation aux moyens de taux d'intérêt élevés.

• (1430)

Je lui signale que depuis un an, le crédit bancaire a augmenté de façon très marquée, soit de 10 à 12 p. 100 dans le cas des prêts commerciaux, et de 15 à 20 p. 100 dans celui des prêts hypothécaires.

Avec un taux de croissance de l'économie de 7 p. 100, si nous devons réduire les taux d'intérêt, le crédit bancaire augmenterait bien plus considérablement qu'il ne l'a fait jusqu'ici. De toute évidence, cela attiserait encore l'inflation et favoriserait la situation que nous cherchons à éviter, situation analogue à celle qui a abouti à la récession de 1981-1982. Voilà la politique du gouvernement. Nous devons contrôler ces pressions à l'heure actuelle et nous sommes déterminés à le faire.

[Français]

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): J'ai une question supplémentaire à poser au ministre, monsieur le Président.